

**PREFET DE LA GIRONDE**

**Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Gironde  
Service des Procédures Environnementales**

**ARRETE DU 19 MARS 2021**

---

**ARRÊTE PRÉFECTORAL**

**portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées et publiques non-closes  
dans le cadre d'inventaires naturalistes relatifs à la répartition des Lépidoptères sur  
le territoire de la Gironde**

---

**LE PREFET DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE**

**Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 411-1.A,**

**Vu la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution  
des travaux publics,**

**Vu la circulaire ministérielle du 2 octobre 2007 relative à l'accès à la propriété privée dans le  
cadre des inventaires du patrimoine naturel de l'article L.411-1.A du code de  
l'environnement,**

**Vu la demande d'autorisation d'accéder aux propriétés privées, présentée le 16 février 2018  
par le Conservatoire des Espaces naturels de l'Aquitaine, en vue de réaliser l'inventaire des  
lépidoptères dans toutes les communes de la Gironde,**

**Considérant la nécessité de réaliser cet inventaire qui correspond aux prérogatives du plan  
régional d'actions en faveur des lépidoptères patrimoniaux.**

**SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde,**

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>: Les agents du Conservatoire des Espaces Naturels de l'Aquitaine sont  
chargés dans le cadre des opérations d'inventaires des Lépidoptères à pénétrer dans les  
propriétés privées, closes ou non closes, sur l'intégralité des communes de la Gironde, à  
compter de la notification du présent arrêté jusqu'au 31/12/2021.**

**ARTICLE 2 : Chacun de ces agents sera en possession d'une copie du présent arrêté ainsi  
que d'un mandat établi selon le modèle ci-annexé (annexe 1), qui devront être présentés à  
toute réquisition.**

**L'accès des agents n'interviendra qu'à l'issue de l'accomplissement des formalités prescrites  
par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 décembre 1892 et rappelées ci-après :**

- le présent arrêté est affiché à la mairie de chacune des communes concernées au moins 10 jours avant et doit être présenté à toute réquisition,
- dans les propriétés closes, l'accès ne peut intervenir que 5 jours après la notification de l'arrêté au propriétaire, ou en son absence au gardien de la propriété. À défaut de gardien connu, le délai ne court qu'à compter de la notification au propriétaire faite en mairie.

**ARTICLE 3 :** Les maires des communes concernées seront invités à prêter leur concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera affiché dans les communes visées à l'article 1<sup>er</sup> à la diligence des maires. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par un certificat d'affichage établi par chacun des maires concernés.

**ARTICLE 5 :** Les indemnités qui pourraient être dues en cas de dommages résultant de ces opérations seront réglées, à défaut d'accord amiable, par le tribunal administratif de Bordeaux selon les modalités prévues au code de justice administrative.

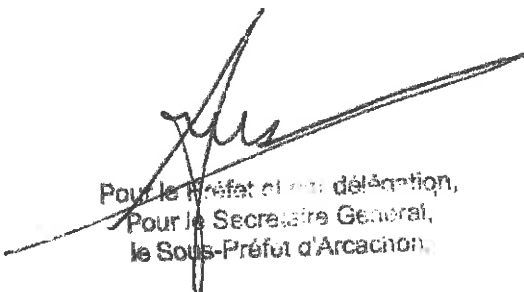
**ARTICLE 6 :** La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois de sa date.

**ARTICLE 7 :** Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication.

**ARTICLE 8 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde, le Conservatoire des Espaces Naturels d'Aquitaine, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux le 9 MARS 2010

LE PREFET,



Pour le Préfet et en délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
le Sous-Préfet d'Arcachon,

François BEYRIES

# ANNEXE 1 - MANDAT

## Inventaires des Lépidoptères sur le territoire de la Gironde

CEN Aquitaine  
Programme - Plan régional d'actions en faveur des lépidoptères patrimoniaux  
Étude prévue par l'action A1. Améliorer la connaissance de la répartition des lépidoptères  
en Aquitaine  
Les espèces concernées :  
Azuré de la Sanguisorbe – *Phengaris teleius*  
Hermitte – *Chazara briseis*  
Bacchante - *Lopinga achine*  
La Laineuse du Prunellier – *Eriogaster catax*  
Noctuelle des Peucédans – *Gortyna borelii*

### Mandat

*Pour l'accès aux propriétés privées*  
*Dans le cadre des investigations de terrain liées*  
*A l'étude - A1. Améliorer les connaissances de la répartition des lépidoptères d'Aquitaine*

Je soussigné,

Pierre-Yves Gourvil, Chargé de Projet Régional ou Inter-Secteurs au Conservatoire  
d'Espaces Naturels d'Aquitaine, en charge de la coordination du plan régional d'actions en  
faveur des lépidoptères patrimoniaux en Aquitaine,

Certifie que :

**Monsieur DUPRAT Vincent, du CEN Aquitaine**

Est mandaté dans ce cadre et en application de l'arrêté préfectoral ci-joint, pour  
réaliser des investigations de terrain qui nécessitent l'accès aux propriétés privées.

Fait à Pau, le 16/02/2018



